

Unité départementale Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 ROUEN

ROUEN, le 05/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PROMOTRAME**

Chemin du Moulin Benoît Prolongé  
76260 Longroy

Références : UDRD.2023.11.ET.663.MAG.Brj  
Code AIOT : 0005800426

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2023 dans l'établissement PROMOTRAME implanté Chemin Moulin Benoît Prolongé 76260 Longroy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a pour objectif de vérifier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 décembre 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROMOTRAME
- Chemin Moulin Benoît Prolongé 76260 Longroy
- Code AIOT : 0005800426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Promotrame est spécialisé dans la récupération des matériaux non ferreux présents dans les cartes électroniques, et les câbles électriques. Le site est découpé en deux parties distinctes la partie nord avec les activités de broyages et la partie sud avec une aire de stockage et de manutention.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 décembre 2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Traitements des effluents – Eaux pluviales polluées	AP de Mise en Demeure du 27/12/2022, article 1er	/	Lettre de suite préfectorale Maintien de la mise en demeure	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réseaux des effluents	AP de Mise en Demeure du 27/12/2022, article 1er	/	Levée de la mise en demeure
3	Surveillance des rejets	AP de Mise en Demeure du 27/12/2022, article 1er	/	Levée de la mise en demeure
4	Préventions des risques	AP de Mise en Demeure du 27/12/2022, article 1er	/	Levée de la mise en demeure
5	registres des déchets	AP de Mise en Demeure du 27/12/2022, article 1er	/	Levée de la mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a respecté l'ensemble des prescriptions 3.1.8, 3.1.11.2, 3.1.13, et 4.3 de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2008 ainsi que les articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Réseaux des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/12/2022, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Effluents

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>3.1.8 réseaux</u> – Cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant fournit, non pas un schéma des réseaux, mais un plan détaillé afin de savoir exactement où se situent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les secteurs collectés ;</li> <li>– les points de branchements ;</li> <li>– les regards ;</li> <li>– les avaloirs ;</li> <li>– les postes de relevage ;</li> <li>– les postes de mesures ;</li> <li>– les vannes manuelles et automatiques ;</li> <li>– les dispositifs de traitement (séparateur hydrocarbures, débourbeur-déshuileur...) ;</li> <li>– l'exutoire des eaux collectées.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni un plan de masse 1/500<sup>ème</sup> avec les zones détaillées, les regards, les avaloirs, les dispositifs de traitement ainsi que l'exutoire final des eaux collectées.</p> <p>Lors de la visite du 25 septembre 2023, l'inspection a constaté sur site un système de fermeture sur l'aire de livraison citerne fuel afin de confiner un éventuel déversement accidentel lors de la livraison. Ce système n'est pas indiqué sur le plan.</p> <p><u>Observation n° 1</u> : l'exploitant ajoutera sur le plan le dispositif de confinement.</p> <p>La prescription 3.1.8 est respectée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lever la mise en demeure</p>

## N° 2 : Traitements des effluents – Eaux pluviales polluées

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/12/2022, article 1er</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux pluviales polluées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>3.1.11.2 eaux pluviales polluées</u> – Cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant justifie du dimensionnement (pentes, capacité, taux d'évaporation, réseaux...) de la rétention des eaux d'une pluie décennale ou d'un incendie sur la dalle "aire de stockage et de manutention". Dans le cas où le système existant ne répondrait pas à ces objectifs, une proposition de système de collecte/traitement des eaux pour cette partie sera proposée, avec des délais de mise en œuvre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le système existant ne répondant pas aux objectifs de la rétention des eaux de pluie ou d'incendie, l'exploitant a commencé des travaux pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– canaliser l'eau par un caniveau sur les flancs Sud et Ouest ;</li> <li>– installer un décanteur ;</li> <li>– installer un bassin de rétention (utilisable par pompage en cas d'incendie) de 189 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>L'exploitant indique une durée de réalisation de deux mois.</p> <p><u>Observation n° 2</u> : L'exploitant adressera les photos dès l'achèvement des travaux.</p>

<p>L'aire de stockage et de manutention comprend deux dalles bétonnées distinctes l'une de 4 000 m<sup>2</sup> environ et l'autre d'environ 2 000 m<sup>2</sup>, actuellement sans dispositif de traitement des eaux. Le volume de 189 m<sup>3</sup> envisagé pour le bassin apparaît suffisant pour gérer les eaux provenant d'une surface de 4 100 m<sup>2</sup> (calculs fournis par l'exploitant), mais n'est pas suffisant pour gérer en plus les eaux provenant de la deuxième aire en béton (2 000 m<sup>2</sup> environ).</p> <p>Demande n° 1 : l'exploitant stockera uniquement sur la dalle bétonnée de 4 000 m<sup>2</sup> prise en compte dans la note de calcul de la rétention. Les eaux provenant de la deuxième partie imperméabilisée (2 000 m<sup>2</sup>) doivent être dirigées ailleurs que dans le bassin de 189 m<sup>3</sup> prévu, sauf si celui-ci est redimensionné. A titre de mesure conservatoire, l'exploitant veillera à ne stocker sur la dalle de 2 000 m<sup>2</sup> que des bennes vides comme indiqué le jour de la visite, et évacuera tous les déchets stockés hors dalles étanches. Ces points feront l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite.</p> <p>La prescription 3.1.11.2 est respectée pour ce qui concerne les 4 100 m<sup>2</sup> faisant l'objet de travaux de raccordement à un bassin de rétention avant rejet dans le cours d'eau voisin.</p> <p>La mise en demeure sur ce point n'est pas levée tant que la gestion des eaux sur la zone de 2 000 m<sup>2</sup> n'est pas régularisée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> maintien de la mise en demeure
<b>Proposition de suites :</b> 1 mois

#### N° 3 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/12/2022, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>3.1.13 surveillance des rejets</u> – Cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant réalise et envoie le rapport de toutes les analyses de rejet des eaux usées et pluviales avant rejet dans la Bresle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé des analyses des effluents au niveau des bureaux en sortie du décanteur avant rejet dans la Bresle, ceux-ci sont conformes aux valeurs limites prescrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>L'inspection rappelle que les analyses sont à effectuer tous les ans.</p> <p>Concernant les effluents sortants du décanteur SNCF, l'exploitant indique qu'il s'agit d'une servitude, et qu'il s'agit d'eaux du fossé d'écoulement de la voie ferrée.</p> <p>Aucune analyse n'a donc été réalisée, ne s'agissant pas d'effluents provenant de l'ICPE.</p> <p>La prescription 3.1.13 est respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Lever la mise en demeure

#### N° 4 : Préventions des risques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/12/2022, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Préventions des risques

<b>Prescription contrôlée :</b> <u>4.3 vérification des installations</u> - Cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant lève par un électricien, les non-conformités du rapport de vérification électrique afin de s'assurer de l'absence de risques d'incendie ou d'explosion.
<b>Constats :</b> L'exploitant a levé la non-conformité en faisant changer le disjoncteur. Le rapport électrique de mai 2023 n'indique plus aucune non-conformité, ni de risque d'incendie ou d'explosion.  La prescription 4.3 est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Lever la mise en demeure

#### N° 5 : registres des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/12/2022, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registres des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>registres des déchets entrants</u> – Cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant fournit dans un délai de 1 mois le registre chronologique avec les données réglementaires notamment : – date d'entrée ; – code et dénomination des déchets ; – la quantité en tonne ou m <sup>3</sup> ; – l'origine (raison sociale, siret, adresse...) ; – la destination finale (raison sociale, siret, adresse, code de traitement).  <u>registres des déchets sortants</u> – Cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant fournit dans un délai de 1 mois le registre chronologique avec les données réglementaires notamment : – date de sortie ; – code et dénomination des déchets ; – la quantité en tonne ou m <sup>3</sup> ; – l'origine (raison sociale, siret, adresse...) ; – la destination finale (raison sociale, siret, adresse, code de traitement).
<b>Constats :</b> L'exploitant utilise un logiciel interne pour le suivi des déchets entrants et sortants. Toutefois, sur le registre fourni pour les entrées et les sorties, le code « traitement », et le SIRET client et transporteur sont manquants. L'exploitant indique qu'il s'agit toujours du même code traitement, indiqué dans un autre fichier, et que les numéros de SIRET sont répertoriés également dans un autre fichier. L'exploitant indique qu'il a des clients et transporteurs étrangers et que ceux-ci non pas de numéro de SIRET, il s'agit alors d'indiquer le numéro TVA Intracommunautaire à la place du SIRET (cf. FAQ Trackdéchets). Les déchets ne sont pas dangereux, l'utilisation de trackdéchets n'est cependant pas obligatoire.  <u>Observation n° 3</u> : L'exploitant indiquera sur le même registre toutes les données y compris celles qui lui paraissent redondantes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Lever la mise en demeure